

AR Prefecture

017-200041614-20260504-2026A21-AI
Reçu le 11/05/2026

Aunis-
Sud

Imagine la futuralté

ARRÊTÉ N° 2026 A 21
portant délégation de signature du Président
à Monsieur François PERCOT
Directeur des Services Techniques

Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-9 ;
Vu la délibération n°2026-04-02 du Conseil Communautaire en date du 14 avril 2026 portant
élection du Président,

Considérant que Monsieur François PERCOT, Directeur des Services Techniques, peut bénéficier
d'une délégation de signature dans les domaines précisés par le présent arrêté,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud donne sous sa surveillance et sa
responsabilité, délégation de signature à **Monsieur François PERCOT**, Ingénieur principal,
exerçant les fonctions de Directeur des Services Techniques, pour les documents suivants :

- les ampliations d'arrêtés ;
- les commandes concernant les achats de « faible montant » dans la limite de
3 000 € H.T. ;
- les commandes d'un montant maximum de 3 000 € H.T., dans le cadre de
l'exécution des marchés à commande à procédure adaptée ou formalisée ;
- les documents et constats relatifs aux prestations exécutées ou aux circonstances
de leur réalisation ;
- le visa des certificats de paiement et des factures ou mémoires à titre de
vérification et de certification des services exécutés ;
- les accusés de réception et les attestations afférentes aux demandes et
réclamations visées par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des
citoyens dans les relations avec les administrations ;
- les déclarations préalables de travaux (DR/DICT), conformément au décret
n° 2011-1241 du 5 octobre 2011, et aux divers textes législatifs s'y rapportant ;
- les correspondances n'entraînant pas de pouvoir de décision, les transmissions
de toute nature, ainsi que les copies conformes de tous documents ;
- les dépôts de plaintes relatives aux dégâts occasionnés aux immeubles et au
domaine public communautaires, par un tiers non identifié.

ARTICLE 2 :

Les documents visés par le titulaire de la délégation doivent comporter la mention « Par
délégation » et le nom de l'agent.

AR Prefecture

017-200041614-20260504-2026A21-AI
Reçu le 11/05/2026

ARTICLE 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 4 :

Cette délégation peut être rapportée à tout moment et sa validation ne saurait, en tout état de cause, dépasser l'expiration du mandat de l'élu l'ayant accordée ou la fin de l'exercice des fonctions de Directeur des Services Techniques par **Monsieur François PERCOT**.

Monsieur François PERCOT ne pourra en aucun cas subdéléguer sa signature.

ARTICLE 5 :

Le Président et le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et adressé à :

- Madame la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Rochefort,
- Monsieur le Responsable du SGC de Ferrières,

Fait à Surgères,

Le 4 mai 2026

Le Président,



Christophe RAULT

Télétransmission de la décision en préfecture,

sous le numéro : 017-200041614-20260504-2026A21

le : 11 MAI 2026

Date de publication sur le site internet de la Communauté de Communes Aunis Sud : 18 MAI 2026

Auteur de l'acte : Christophe RAULT, Président de la Communauté de Communes Aunis Sud

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application Internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. L'arrêté peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

Notifié à l'intéressé le : 07/05/26